**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES**

91bis rue du Cherche-Midi -75006-Paris

N° 010-2024 M. Y. c M. X.

Audience publique du 2 décembre 2024

Décision rendue publique par affichage le 18 décembre 2024

La chambre disciplinaire nationale de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes,

Vu la procédure suivante :

Procédure contentieuse antérieure :

M. Y., masseur-kinésithérapeute, a porté plainte contre M. X., masseur-kinésithérapeute, devant le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes du Nord qui l'a transmise à la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Hauts-de-France, en s'y associant.

Par une décision n° 2022-006 du 26 décembre 2023, la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Hauts-de-France a prononcé à l'encontre de M. X. un avertissement à raison de la méconnaissance de la clause de non-concurrence qu'il avait souscrite en le relaxant du chef des poursuites afférentes à l'absence de paiement des échéances de rétrocession d'honoraires.

Procédure devant la chambre disciplinaire nationale :

Par une requête enregistrée le 26 janvier 2024 au greffe de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, M. Y., représenté par Me Thibaud Vidal, demande à cette juridiction :

1°) de confirmer la décision de la chambre disciplinaire de première instance en ce qu'elle a jugé que M. X. a manqué à ses obligations déontologiques à raison de sa méconnaissance de la clause de non-concurrence figurant dans son contrat ;

2°) de juger que M. X. a commis des manquements déontologiques à raison de l'absence de versement des rétrocessions d'honoraires et de prononcer à son encontre une sanction plus sévère que l'avertissement ;

3°) de mettre à la charge de M. X. le versement à M. Y. d'une somme de 2000 euros sur le fondement de l'article 75 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- Le code de justice administrative ;
- Le code de la santé publique ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience,

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 2 décembre 2024 :

- M. Thierry Guillot en son rapport ;
- Les observations de Me Lellouche pour M. Y. ;
- Les observations de Me Six pour M. X. et celui-ci en ses explications ;
- Le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes du Nord, dûment averti, n'étant ni présent, ni représenté ;

Me Six ayant été invitée à prendre la parole en dernier ;

Après en avoir délibéré,

Considérant ce qui suit :

1. Il résulte de l'instruction que M. X., masseur-kinésithérapeute, a conclu, le 20 juillet 2016 avec M. Y. un contrat intitulé « *contrat d'assistant libéral* » prenant effet le 13 août 2016, en vue d'exercer son activité au sein du cabinet de M. Y. situé (...) à (...). Le 4 janvier 2022, M. X. a été avisé par lettre recommandée que M. Y. mettait un terme à ce contrat avec un préavis d'un mois. A partir du début du mois de février 2022, M. X. a poursuivi son activité de masseur-kinésithérapeute au sein du cabinet de M. Z., masseur-kinésithérapeute installé (...) à (...). M. Y. a porté plainte contre M. X. devant le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes du Nord, au motif qu'en ne versant pas les rétrocessions d'honoraires correspondant à ses deux derniers mois d'activité au sein de son cabinet et en exerçant sans délai son activité de masseur-kinésithérapeute à une adresse distante de quelques centaines de mètres, M. X. a méconnu les obligations résultant de son contrat ainsi que des articles R. 4321-99, R. 4321-100 et R. 4321-127 du code de la santé publique. Le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes du Nord a transmis, en s'y associant, la plainte de M. Y. à la chambre disciplinaire de première instance des Hauts-de-France, qui a infligé à M. X. la

sanction de l'avertissement en retenant le seul grief tiré de la méconnaissance par M. X. de la clause de non-concurrence figurant dans son contrat. M. Y. demande l'annulation partielle de la décision de la chambre disciplinaire de première instance, en ce qu'elle n'a pas retenu le grief tiré de l'absence de paiement d'échéances de rétrocession d'honoraires et l'aggravation de la sanction prononcée à l'encontre de M. X.

Sur les conclusions incidentes présentées par M. X. :

2. Eu égard à la nature des pouvoirs qu'exercent les juridictions ordinales statuant en matière disciplinaire, l'appel incident est, en l'absence de disposition législative ou réglementaire le prévoyant en cette matière, irrecevable. Les conclusions incidentes présentées après le délai d'appel par M. X. et tendant, d'une part, à la réformation de la décision de la chambre de première instance en tant qu'elle a jugé recevable la plainte de M. Y. et y a partiellement fait droit, et, d'autre part, à ce que soit infligée une sanction disciplinaire à l'encontre de M. Y. doivent, dès lors, être rejetées ;

Sur la recevabilité de la plainte de M. Y. :

3. Si un manquement à l'obligation déontologique mentionnée à l'article R. 4321-99 du code de la santé publique, aux termes duquel : « *Le masseur-kinésithérapeute qui a un différend avec un confrère recherche une conciliation (...)* », peut, le cas échéant, être invoqué dans le cadre d'une instance disciplinaire mettant en cause un masseur-kinésithérapeute qui porte plainte contre un confrère devant la juridiction ordinaire sans avoir préalablement recherché une conciliation, un tel manquement ne rend pas par elle-même cette dernière plainte irrecevable. Dès lors, la fin de non-recevoir opposée par M. X. au motif que M. Y. n'a pas recherché une conciliation confraternelle avant de porter plainte contre lui et ne s'est pas présenté à la réunion de conciliation à laquelle il a été convoqué le 23 décembre 2021 et dont M. X. avait pris l'initiative, doit être écartée.

4. Aux termes de l'article L. 4123-2 du code de la santé publique rendu applicable aux masseurs-kinésithérapeutes par l'article L. 4321-19 du même code : « (...) *Lorsqu'une plainte est portée devant le conseil départemental, son président en accuse réception à l'auteur, en informe le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-femme mis en cause et les convoque dans un délai d'un mois à compter de la date d'enregistrement de la plainte en vue d'une conciliation. En cas d'échec de celle-ci, il transmet la plainte à la chambre disciplinaire de première instance avec l'avis motivé du conseil dans un délai de trois mois à compter de la date d'enregistrement de la plainte, en s'y associant le cas échéant. (...)* ». Il résulte de ces dispositions que la procédure de conciliation qu'elles instituent constitue, avant l'instance disciplinaire, une procédure préalable distincte, au cours de laquelle le principe du contradictoire applicable à la procédure contentieuse ne peut utilement être invoqué. Ainsi, la circonstance, à la supposer établie, que M. X. n'ait pris connaissance du détail des griefs formulés à son encontre par M. Y. qu'au cours de la réunion de conciliation mentionnées à l'article L. 4123-2 précité n'est pas de nature à entacher de nullité cette réunion ni à compromettre la recevabilité de la plainte.

5. Aux termes de l'article R. 4126-1 du code de la santé publique applicable aux masseurs-kinésithérapeutes en vertu des dispositions de l'article R. 4323-3 du même code : « [...] *Les plaintes sont signées par leur auteur et, dans le cas d'une personne morale, par une personne justifiant de sa qualité pour agir. Dans ce dernier cas, la plainte est accompagnée, à peine d'irrecevabilité, de la délibération de l'organe statutairement compétent pour autoriser la poursuite ou, pour le conseil départemental ou national, de la délibération signée par le président et comportant l'avis motivé du conseil. [...]* ». En transmettant à la chambre disciplinaire de première instance des Hauts-de-France la plainte de M. Y. par une lettre en date du 25 juillet 2022, le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes du Nord déclare s'y associer en se référant au relevé de décision de sa réunion du 28 juin 2022, qui mentionne les éléments de fait et de droit motivant cette association. La fin de non-recevoir tirée de ce que le conseil départemental ne se serait pas conformé aux dispositions précitées de l'article R. 4126-1 doit donc être écartée.

6. Contrairement à ce que soutient M. X., les conclusions présentées par M. Y. devant la chambre disciplinaire de première instance n'ont pas pour objet d'obtenir une somme d'argent mais visent au prononcé d'une sanction disciplinaire à l'encontre de M. X. La décision attaquée n'a, en tout état de cause, pas statué sur des demandes financières.

Sur la relation contractuelle liant M. X. et M. Y. :

7. Aux termes de l'article 1215 du code civil : « *Lorsqu'à l'expiration du terme d'un contrat conclu à durée déterminée, les contractants continuent d'en exécuter les obligations, il y a tacite reconduction. Celle-ci produit les mêmes effets que le renouvellement du contrat.* ». Aux termes de l'article L. 4113-9 du code de la santé publique rendu applicable aux masseurs-kinésithérapeutes par l'article R. 4321-19 du même code : « *Les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes en exercice, ainsi que les personnes qui demandent leur inscription au tableau de l'ordre des médecins, des chirurgiens-dentistes ou des sages-femmes doivent communiquer au conseil départemental de l'ordre dont ils relèvent les contrats et avenants ayant pour objet l'exercice de leur profession ainsi que, s'ils ne sont pas propriétaires de leur matériel et du local dans lequel ils exercent ou exerceront leur profession, les contrats ou avenants leur assurant l'usage de ce matériel et de ce local* ». Et aux termes de l'article R. 4321-134 du même code : « *L'association ou la constitution d'une société entre masseurs-kinésithérapeutes en vue de l'exercice de la profession fait l'objet d'un contrat écrit qui respecte l'indépendance professionnelle de chacun d'eux. / Conformément aux dispositions de l'article L. 4113-9, les conventions, contrats et avenants sont communiqués au conseil départemental de l'ordre, qui vérifie leur conformité avec les principes du présent code de déontologie, ainsi que, s'il en existe, avec les clauses essentielles des contrats types établis par le conseil national de l'ordre. (...)* ».

8. M. X. fait valoir, en premier lieu, que le contrat qu'il a conclu avec M. Y. le 20 juillet 2016 sur le fondement de l'article R. 4321-34 a été établi, conformément à son article 3, pour une durée d'un an à compter du 13 août 2016. Il en déduit que ses clauses ne lui sont plus opposables depuis le 13 août 2017. Il résulte toutefois de l'instruction que, postérieurement à cette dernière date, d'une part, M. X. n'a conclu aucun autre contrat écrit en application de l'article R. 4321-134 précité du code de la santé publique ni d'aucune autre disposition du même code, et, d'autre part, les clauses principales du contrat conclu le 20 juillet 2016, notamment celle figurant à l'article 10, en vertu de laquelle M. X. s'est engagé à verser à M. Y. une part des honoraires qu'il a personnellement encaissés, en contrepartie notamment du loyer et des

frais de fonctionnement du cabinet, ont continué de s'appliquer jusqu'au mois de novembre 2021.

9. En second lieu, M. X. soutient que la nature des relations contractuelles qu'il a entretenues avec M. Y. ont évolué au fil du temps, ce dernier ayant cessé de mettre à disposition sa patientèle, puis ayant cessé de pratiquer son activité au cabinet et n'ayant pas pris en charge les frais lui incombant, relatifs notamment à l'entretien des locaux et de l'installation technique de kinésithérapie. Il est toutefois constant qu'aucun avenant au contrat initial permettant de prendre en compte l'évolution des relations professionnelles entre les deux masseurs-kinésithérapeutes, ni aucun contrat ou avenant assurant à M. X. l'usage du matériel et du local dans lequel il exerçait, n'ont été conclus ni communiqués au conseil départemental de l'ordre en application des dispositions précitées de l'article L. 4113-9 précité. M. X. ne fait, au demeurant, état d'aucune demande qu'il aurait adressé à M. Y. pour établir de tels contrats ou avenants.

10. Il résulte de ce qui précède qu'en l'absence de toute diligence de M. X. et de M. Y. pour mettre à jour leurs relations contractuelles, le contrat conclu le 20 juillet 2016, qui n'a pas été expressément résilié et dont les clauses principales ont continué de s'appliquer, doit être regardé comme tacitement reconduit depuis l'expiration, le 12 août 2017, du terme mentionné à son article 3, jusqu'à la date à laquelle il a pris fin dans les conditions prévues à son article 12, après l'envoi par M. Y. à M. X. d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Sur les griefs :

Sur la clause de non concurrence :

11. Aux termes de l'article R. 4321-99 du code de la santé publique : « *Les masseurs-kinésithérapeutes entretiennent entre eux des rapports de bonne confraternité* ». Il ressort de l'article 13 du contrat liant M. Y. et M. X., qu'en cas de rupture du contrat, ce dernier était tenu de ne pas exercer sa profession, à titre libéral ou salarié, pendant une durée de trois ans dans un rayon de cinq kilomètres autour du cabinet de M. X. Or il n'est pas contesté qu'après la rupture de son contrat, M. X. a poursuivi son activité, à compter du début du mois de février 2022, au (...) à (...), soit à moins de 500 mètres de son ancien cabinet. Si M. X. soutient que le cabinet de M. Y. avait, à cette date, été transféré au domicile de ce dernier, (...) à (...), la distance séparant son lieu d'activité de cette nouvelle adresse est, en tout état de cause, inférieure à cinq kilomètres. Dans ces conditions, M. X. a méconnu la clause de non-concurrence figurant dans le contrat qui le liait à M. Y. et, partant, a également méconnu son devoir confraternité auquel il était tenu en vertu des dispositions de l'article R. 4321-99 précité.

12. Aux termes de l'article R. 4321-100 du code de la santé publique : « *Le détournement ou la tentative de détournement de clientèle sont interdits* ». M. Y. soutient que ces dispositions ont été méconnues par M. X., du seul fait qu'il a poursuivi son activité, dès le mois de février 2022, à moins de cinq kilomètres de son ancien cabinet. Il résulte toutefois de l'instruction qu'à la date à laquelle M. X. a cessé d'exercer au sein du cabinet de M. Y., ce dernier s'abstenait de solliciter son confrère pour le remplacer et ne mettait pas sa patientèle à sa disposition, contrairement à ce que stipulait l'article 10 du contrat liant les deux masseurs-kinésithérapeutes. M. Y. avait, au demeurant, cessé, depuis plusieurs mois au moins, son activité au cabinet et ne la pratiquait qu'au domicile de ses patients. Ainsi, et en l'absence de

tout élément de nature à établir que M. X., qui a été amené à développer sa propre clientèle alors qu'il exerçait son activité au sein du cabinet de M. Y., aurait œuvré pour attirer dans son nouveau lieu d'exercice des patients de son confrère, il ne peut lui être reproché d'avoir détourné ou tenté de détourner la clientèle de ce dernier.

Sur les rétrocessions d'honoraires :

13. En vertu de l'article 10 du contrat conclu entre M. Y. et M. X., il appartenait à ce dernier de verser à M. Y. une redevance égale à 20% des honoraires qu'il avait personnellement encaissés. Il résulte de l'instruction que M. X. a procédé, jusqu'au mois de novembre 2021, à cette rétrocession, en la plafonnant, d'un commun accord avec M. Y., à la somme de 1400 euros. A compter du mois de décembre 2021, M. X. s'est abstenu de verser la somme qu'il devait en tirant argument de la vétusté des locaux, de l'absence de toute diligence de M. Y. pour procéder à leur entretien normal ainsi qu'à celui du matériel de kinésithérapie, et de l'impossibilité dans laquelle il se serait trouvé, au cours du mois de janvier 2022, d'accéder à l'ordinateur du cabinet et aux locaux eux-mêmes. Toutefois, s'il était loisible à M. X. de se fonder sur de tels faits pour faire cesser les agissements qui lui portaient tort ou pour demander réparation, devant la juridiction compétente, du préjudice qu'il estime avoir subi, et s'il demeure possible à l'intéressé d'introduire une plainte disciplinaire contre son confrère, les faits en cause ne sont, par eux-mêmes, pas de nature à lui permettre de s'abstenir de l'exécution d'une clause substantielle de son contrat. M. X. a ainsi méconnu ses obligations contractuelles et, ce faisant, son devoir de confraternité.

Sur la peine :

14. Dans les circonstances de l'espèce, il sera fait une juste appréciation de la gravité des manquements reprochés à M. X. en lui infligeant la sanction du blâme.

Sur les conclusions tendant à l'application du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 :

15. Aux termes du I de l'article 75 de la loi du 10 juillet 1991 : « *Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation.* » Ces dispositions font obstacle à ce que soit mise à la charge de M. Y., qui n'est pas dans la présente instance la partie perdante, la somme que demande M. X. Il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de M. X. la somme que M. Y. demande sur le fondement des mêmes dispositions.

DECIDE

Article 1^{er} : La sanction du blâme est infligée à M. X.

Article 2 : La décision n° 2022-006 du 26 décembre 2023 de la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Hauts-de-France est réformée en ce qu'elle a de contraire à la présente décision.

Article 3 : Le surplus des conclusions des parties est rejeté.

Article 4 : La présente décision sera notifiée à M. X., à M. Y., au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes du Nord, au Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, au directeur de l'Agence régionale de santé des Hauts-de-France, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Lille, à la chambre disciplinaire de première instance de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes des Hauts-de-France et à la ministre de la santé et de l'accès aux soins.

Copie pour information en sera adressée à Me Vidal et Me Six.

Ainsi fait et délibéré par M. CHAVANAT, Conseiller d'Etat, président suppléant, MM. BELLINA, DIARD, GUILLOT, JUPIN et MARESCHAL, membres assesseurs de la chambre disciplinaire nationale.

Le conseiller d'Etat,

Président suppléant de la Chambre disciplinaire nationale

Bruno CHAVANAT

Cindy SOLBIAC

Greffière

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.